



# Rentrée scolaire...

Le temps file et la rentrée scolaire est derrière nous depuis quelque temps déjà... J'espère que la vôtre a été belle, avec le plaisir de retrouver vos élèves ou d'en découvrir de nouveaux... Que la magie des débuts vous a emporté·es avec entrain et motivation... Et je souhaite que cette nouvelle année qui a démarré vous apporte la satisfaction d'avancer avec vos élèves, le plaisir d'enseigner et d'évoluer avec chaque enfant en leur apportant encore et toujours de jolis défis.

Cette année, la rentrée a été un peu particulière pour vos associations professionnelles. En effet, la SPFF et Formation Fribourg ont organisé une conférence de presse le 16 août, quelques jours avant la rentrée des classes, afin de présenter les résultats de la récolte de signatures lancée au mois de mai dernier.

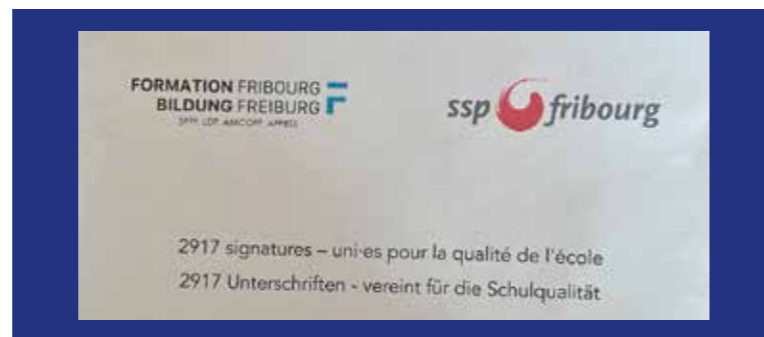
Revenons un peu en arrière... Le 16 mai, une assemblée intersyndicale a été organisée en collaboration avec le SSP (Syndicat des Services Publics) afin d'évoquer les problématiques et besoins de l'école fribourgeoise, dans le but de proposer à nos élèves une école de qualité. Au regard de l'évolution du contexte sociétal, de la multiplication des exigences particulières et de la complexification des métiers de l'enseignement en eux-mêmes, il apparaît clair qu'un tel objectif réclame une reconsidération des dispositifs actuels et la mise en place de nouvelles conditions-cadres, ceci afin de donner aux enseignant·es les moyens de remplir un cahier des charges qui ne cesse de se densifier.

L'Assemblée intersyndicale a été l'occasion de formuler ces conditions-cadres en quatre revendications qui nous paraissent actuellement essentielles et prioritaires. Elles ont été acceptées à l'unanimité des personnes présentes et la récolte de signatures a ensuite été lancée. Le défi était évidemment d'en obtenir le plus possible afin de soutenir la cause des enseignant·es fribourgeois·es et surtout celle de nos élèves, mais il a été décidé de faire signer cette pétition aux enseignant·es et aux professionnel·les de l'école uniquement. L'objectif a été largement atteint et même dépassé, et ce sont donc 2917 signatures qui ont été récoltées et déposées à la Chancellerie d'État le 27 août.

## Merci à toutes et tous pour votre soutien car sans vous, rien n'aurait été possible!

Des changements dans le secteur de l'enseignement ne sont possibles que si la réalité des problèmes et des défis existants est reconnue au niveau politique. La DFAC (Direction de la Formation et des Affaires Culturelles) est consciente des préoccupations des syndicats et nous appelons aujourd'hui le Conseil d'État dans son ensemble à en prendre la pleine mesure. Nous attendons l'ouverture de négociations et ce, dès cette rentrée scolaire. Il est par ailleurs crucial que les discussions soient accompagnées d'un calendrier précis et d'engagements concrets.

Nous sommes prêt·es à travailler de manière constructive et transparente avec les autorités pour que ces revendications légitimes se matérialisent en réalités tangibles.



Ces étapes sont indispensables pour établir le cadre nécessaire et maintenir un rapport de confiance entre l'État-employeur et ses enseignant·es. Il est temps d'agir afin de faire évoluer l'école dans le bon sens, pour l'avenir de nos élèves !

### Rappel des quatre revendications

#### 1. Unité de maîtrise de classe: une attribution des unités de maîtrise de classe adaptée à la réalité et aux besoins de l'école d'aujourd'hui.

Les multiples modes de vie, la diversité sociale, la transformation numérique ainsi que l'évolution de l'école ont profondément changé le métier d'enseignant·e. L'éducation à visée inclusive et le Plan d'études romand (PER) ont été introduits comme des évidences, sans prendre en compte la complexité croissante des tâches des enseignant·es, en particulier des enseignant·es titulaires. Or, en raison des adaptations du programme selon le PER, des exigences de collaboration et de coordination avec tous les partenaires de l'école, ainsi que des tâches administratives toujours plus élevées, le cahier des charges des enseignant·es est constamment en augmentation. Dans les faits, ce n'est donc pas une «décharge» que les syndicats de l'enseignement demandent pour les enseignant·es de 1 à 11H, mais bien une unité de maîtrise de classe supplémentaire pour toutes et tous, afin d'absorber l'augmentation de nos tâches, en lien avec l'évolution de notre métier.

#### 2. Coenseignement/baisse des effectifs de classe: une réduction du nombre d'élèves par classe soit en diminuant les effectifs, soit en mettant en place le coenseignement.

Afin de répondre aux exigences de la pédagogie universelle et de l'école à visée inclusive, il faut un encadrement adéquat. Les récents développements, tant à Fribourg que dans les autres cantons, montrent que l'école à visée inclusive n'est réalisable que si l'enseignant·e est véritablement disponible pour l'ensemble des élèves pendant toute la durée de l'école. Par conséquent, deux voies sont possibles pour répondre à cette exigence: la réduction des effectifs de classe et/ou le coenseignement.

Les syndicats de l'enseignement demandent la mise en place d'écoles pilotes, tant au primaire qu'au secondaire, durant deux années scolaires. À l'issue de cette période, une évaluation indépendante permettant d'apprécier le travail des enseignant·es ainsi que les compétences acquises par les élèves doit avoir lieu.

#### 3. Revoir le système d'aide: un changement de paradigme dans la prise en charge de la classe et des élèves dans leur ensemble.

Afin d'offrir à chacun·e ce dont il ou elle a besoin en évitant le surdiagnostic et la stigmatisation de nos élèves, nous souhaitons trouver des solutions pour réduire les délais d'attente et optimiser les prises en charge. Afin d'utiliser judicieusement les ressources de l'école, nous voulons faciliter les démarches quant aux demandes de soutien, simplifier les formulaires, favoriser la collaboration entre spécialistes et titulaires, et clarifier les rôles de chaque partenaire de l'école. Afin d'adapter l'école aux besoins actuels de notre société, nous pensons qu'il faut donner les moyens aux acteur·trices du terrain pour un enseignement différencié efficace en leur offrant des formations de qualité, en questionnant le système de prise en charge individuelle et le nombre d'intervenant·es dans les classes.

Les syndicats de l'enseignement souhaitent vivement relancer la discussion pour que l'école puisse accueillir le plus adéquatement possible tous·tes les élèves en tenant compte de leurs besoins réels. Nous demandons un changement de paradigme qui envisage la classe dans son ensemble en sortant de la prise en charge individuelle.

#### 4. Éducation numérique: la création d'un groupe de travail autour des moyens didactiques et pédagogiques de la stratégie d'éducation numérique (EdNum) du canton.

À Fribourg, la stratégie EdNum suscite de fortes réticences du corps enseignant, des parents d'élèves et des défenseur·es de l'environnement. Les syndicats de l'enseignement regrettent un projet trop coûteux, principalement centré sur l'équipement massif des élèves en ordinateurs portables et autres tablettes, sans toutefois prendre en compte les besoins réels des enseignant·es sur le plan pédagogique, didactique, ainsi qu'au niveau des conditions d'enseignement (grille horaire, locaux, effectifs, etc.).



Alors que le Grand Conseil a décidé de rejeter ce projet lancinaire en décembre dernier, les syndicats de l'enseignement demandent à la Direction de la formation et des affaires culturelles de créer immédiatement un groupe de travail centré sur les enjeux pédagogiques du projet, en particulier sur sa plus-value pour les élèves et les enseignant·es.

Claire Spring, coprésidente de la SPFF

Publicité



## Compétent pour l'apprentissage par la nature

Formation certifiante (CAS)  
Éducation à l'environnement par la nature (EEN)

Le CAS EEN est délivré par HEPIA en collaboration avec SILVIVA

[silviva-fr.ch/cas](http://silviva-fr.ch/cas)